

PUBLICATIONS ADMINISTRATIVES

DÉPARTEMENT DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ET DE L'ENVIRONNEMENT (DDTE)

Service de l'aménagement du territoire

Procédure fédérale d'approbation des plans

Mise à l'enquête publique

Commune : Val-de-Ruz

Lieu : Villiers

PF 1131

- S-2617783.1 Station transformatrice Les Gratteris
- Nouvelle construction sur la parcelle n°25
 - Suppression de la station transformatrice aérienne Les Gratteris (S-0167013)
- Coordonnées : 2565693 / 1214757
- L-2617785.1 Ligne mixte 17 kV entre les stations Les Gratteris et Clêmesin Nord
- Nouvelle ligne mixte 17kV pour alimenter la nouvelle station Les Gratteris
- L-0120333.3 Ligne souterraine 17 kV entre les stations Villiers et Les Gratteris
- Nouvelle ligne souterraine 17 kV pour alimenter la nouvelle station Les Gratteris
 - Suppression d'une partie aérienne de L-0226629 entre les supports n°29 et n°87
- L-0226629.3 Ligne mixte 17 kV entre les stations Dombresson CPL et Dombresson Est
- Nouvelle ligne mixte 17 kV entre la station de couplage existante Dombresson CPL (S-0060496) et la station existante Dombresson Est (S-0115007)
 - Suppression du numéro (L-0167181) pour la ligne souterraine entre la station Dombresson Est et la mise en câble existante support n°29

Les demandes d'approbation des plans susmentionnées ont été soumises à l'Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI par et au nom de Groupe E SA, Route de Morat 135, 1763 Granges-Paccot.

Les dossiers sont mis à l'enquête du 2 avril jusqu'au 12 mai 2026 dans la commune de Val-de-Ruz.

Les dossiers sont également disponibles pour consultation en ligne, à l'adresse suivante : <https://esti-consultation.ch/pub/6943/56f37bd439> ou en scannant le QR code ci-dessous et ce pendant le délai de mise à l'enquête.



Seuls font foi les dossiers mis à l'enquête dans la commune mentionnée ci-dessus.

La mise à l'enquête publique entraîne, selon les art. 42-44 de la loi fédérale sur l'expropriation (LEx ; RS 711), le ban d'expropriation. Si l'expropriation porte atteinte à des baux à loyer ou à ferme qui ne sont pas annotés au registre foncier, les bailleurs sont tenus d'en informer, sitôt après réception de l'avis personnel, leurs locataires ou fermiers et d'aviser l'expropriant de l'existence de tels contrats (art. 32 al. 1 LEx).

Pendant le délai de mise à l'enquête, quiconque a qualité de partie en vertu de la loi fédérale sur la procédure administrative (PA ; RS 172.021) peut faire opposition auprès de l'Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI, Route de la Pâla 100, 1630 Bulle. Toute personne qui n'a pas fait opposition dans les délais est exclue de la suite de la procédure.

Pendant ce même délai, quiconque a qualité de partie en vertu de la LEx peut faire valoir toutes les demandes visées à l'art. 33 LEx pendant le délai de mise à l'enquête, à savoir, pour l'essentiel :

- a. les oppositions à l'expropriation ;
- b. les demandes fondées sur les art. 7 à 10 LEx ;
- c. les demandes de réparation en nature (art. 18 LEx) ;
- d. les demandes d'extension de l'expropriation (art. 12 LEx) ;
- e. les demandes d'indemnité d'expropriation.

Les locataires et les fermiers, ainsi que les bénéficiaires de servitudes et de droits personnels annotés, sont également tenus de produire leurs prétentions dans le délai d'opposition prévu. Sont exceptés les droits de gage et les charges foncières grevant un immeuble dont l'expropriation est requise, ainsi que les droits d'usufruit, sauf pour le dommage que l'usufruitier prétend subir du fait de la privation de la chose soumise à son droit.

Inspection fédérale des installations à courant fort
Projets
Route de la Pâla 100
1630 Bulle